



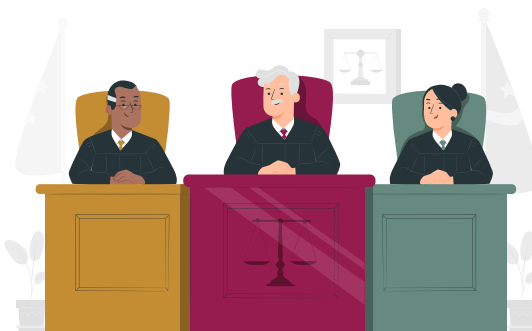
# LE CONSEIL DE DISCIPLINE

## RÔLE

Le Conseil de discipline est une émanation de la commission administrative paritaire dont relève le/la fonctionnaire (titulaire ou stagiaire) concerné-e par la procédure disciplinaire.

Il existe par conséquent un Conseil de discipline pour chaque catégorie A, B et C. Il est présidé par un-e Magistrat-e de l'ordre administratif, en activité ou honoraire, désigné-e par le/la Président-e du Tribunal administratif dans le ressort duquel le Conseil de discipline a son siège.

Il se réunit, en principe, au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale compétent pour le département dans lequel le/la fonctionnaire concerné-e exerce ses fonctions.



## FONCTIONNEMENT

Le Conseil de discipline est convoqué par son/sa Président-e et le secrétariat du Conseil de discipline est assuré par le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme.

Il est saisi par un rapport de l'autorité territoriale qui indique les faits reprochés au/à la fonctionnaire, les circonstances dans lesquelles ils se sont produits et la sanction disciplinaire qui est envisagée.

## COMPOSITION

Le Conseil de discipline comprend en nombre égal des représentant-e-s du personnel et des représentant-e-s des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Siègent :

- ✓ en qualité de représentant-e-s du personnel, les membres titulaires de la commission administrative paritaire appartenant à la même catégorie hiérarchique que l'intéressé-e.
- ✓ Les représentant-e-s des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics qui sont sélectionné-e-s, parmi les représentant-e-s de la commission administrative paritaire placée auprès du Centre de Gestion, après un tirage au sort réalisé par le/la président-e du Conseil de discipline, en présence d'un-e représentant-e du personnel et d'un-e représentant-e des collectivités et établissements publics.
- ✓ Les membres suppléant-e-s ne siègent que lorsque les membres titulaires qu'ils/elles remplacent sont empêché-e-s.

## SANCTIONS DISCIPLINAIRES

### 1 SANCTIONS POUR LES FONCTIONNAIRES TITULAIRES

#### ✓ SANS CONSULTATION DU CONSEIL DE DISCIPLINE

##### 1<sup>er</sup> GROUPE :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours (sursis total ou partiel possible).

#### ✓ AVEC CONSULTATION OBLIGATOIRE DU CONSEIL DE DISCIPLINE

##### 2<sup>e</sup> GROUPE :

- la radiation du tableau d'avancement (sanction prise isolément ou en complément d'une sanction des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> groupes) ;
- l'abaissement d'échelon à l'échelon immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent-e ;
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours (sursis total ou partiel possible).

🔔 **À NOTER :** La radiation du tableau d'avancement peut également être prononcée comme sanction complémentaire d'une sanction du 2<sup>e</sup> groupe.

##### 3<sup>e</sup> GROUPE :

- la rétrogradation au grade immédiatement inférieur et à un échelon correspondant à un indice égal ou immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent-e ;
- l'exclusion temporaire de fonction pour une durée de seize jours à deux ans (sursis partiel possible hormis entre 16 jours et un mois).

🔔 **À NOTER :** La radiation du tableau d'avancement peut également être prononcée comme sanction complémentaire d'une sanction du 3<sup>e</sup> groupe.

##### 4<sup>e</sup> GROUPE :

- la mise à la retraite d'office ;
- la révocation.

### 2 SANCTIONS POUR LES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES

#### ✓ SANS CONSULTATION DU CONSEIL DE DISCIPLINE

- 1- l'avertissement ;
- 2- le blâme ;
- 3- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.

#### ✓ AVEC CONSULTATION OBLIGATOIRE DU CONSEIL DE DISCIPLINE

- 4- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours ;
- 5- l'exclusion définitive du service.



## Textes réglementaires

**CODE GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE** et, notamment :

- les articles L530-1 et suivants,
- les articles L531-1 et suivants,
- les articles L532-7 à L532-10,
- Les articles L533-1 à L533-6.

**DÉCRET N° 89-677 DU 18 SEPTEMBRE 1989** relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux